

Art. 39. § 1. Par dérogation aux chapitre 8 et aux articles 13 et 15, les coûts indirects exposés dans le cadre de la réalisation du projet peuvent être éligibles à concurrence d'un montant forfaitaire calculé sur base d'un pourcentage du montant total des coûts directs éligibles.

§ 2. Les règles concernant les coûts indirects maximum autorisés seront établies par l'autorité responsable pour chaque appel à propositions. Ces coûts pourront s'élever à un taux forfaitaire maximal de 7% des coûts directs éligibles ou 15% des frais de personnel directs éligibles.

CHAPITRE 10. — Dépenses inéligibles

Art. 40. Les coûts suivants ne sont pas éligibles :

a) la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.), sauf lorsqu'elle n'est pas récupérable au titre du droit national relatif à la T.V.A.;

b) les intérêts débiteurs;

c) l'achat de terrains non bâties;

d) l'achat de terrains bâties, même lorsque le terrain est nécessaire à la mise en œuvre du projet, si le montant est supérieur à 10 % des dépenses totales éligibles du projet concerné;

e) la rémunération du capital, les charges de la dette et du service de la dette, les intérêts débiteurs, les commissions et pertes de change, les provisions pour pertes ou pour dettes éventuelles, les intérêts échus, les créances douteuses, les amendes, les pénalités financières, les frais de procédure, et les dépenses somptuaires ou inconsidérées;

f) les frais de représentation encourus au seul profit du personnel affecté au projet; les frais liés à des manifestations mondaines justifiées par le projet sont autorisés dans des limites raisonnables;

g) les coûts déclarés par le bénéficiaire final et pris en charge dans le cadre d'un autre projet ou programme de travail bénéficiant d'une subvention de l'Union européenne;

h) les contributions en nature.

Art. 39. § 1. Bij wijze van uitzondering op hoofdstuk 8 , en de artikels 13 en 15, kunnen de indirecte kosten voor de uitvoering van het project voor subsidiëring in aanmerking komen op basis van een forfaitair bedrag, uitgedrukt als een percentage van het totaalbedrag van de subsidiabele directe kosten.

§ 2. De regelgeving omtrent de toegelaten maximale indirecte kosten wordt per projectoproep door de verantwoordelijke autoriteit vastgelegd, waarbij de absolute maxima 7 % van de subsidiabele directe kosten of 15 % van de subsidiabele directe loonkosten bedragen.

HOOFDSTUK 10. — niet-subsidiabele uitgaven

Art. 40. De volgende uitgaven zijn niet subsidiabel :

a) belasting over de toegevoegde waarde (BTW), tenzij deze door de eindbegunstigde niet terugvorderbaar is krachtens het nationale recht inzake BTW.

b) debetrente;

c) de aankoop van onbebouwde grond;

d) de aankoop van bebouwde grond, zelfs wanneer de grond noodzakelijk is voor de uitvoering van het project, wanneer dat bedrag meer dan 10 % van de totale subsidiabele uitgaven van het betrokken project uitmaakt;

e) kapitaalopbrengsten, schulden en kosten van schulden, rente op schulden, commissies voor het wisselen van geld en wisselkoersverliezen, voorzieningen voor eventuele toekomstige verliezen of schulden, verschuldigde rente, dubieuze vorderingen, boetes, financiële sancties, gerechtskosten en buitensporige of roekeloze uitgaven;

f) uitsluitend voor de personeelsleden van het project bestemde kosten voor ontspanning; kosten bij sociale evenementen in verband met het project zijn toegestaan binnen redelijke grenzen;

g) kosten die reeds door de eindbegunstigde zijn gedeclareerd en in aanmerking genomen in het kader van een ander project of een ander werkprogramma, gesubsidieerd door de Europese Unie;

h) bijdragen in natura.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2015/00432]

Appel à projets dans le cadre du fonds « asile, migration et intégration » 2014-2020 (FAMI) - FAMI - n° 15 : Appel à projets ouvert. — Accueil

1. INTRODUCTION

Le FAMI est un Fonds que l'Union européenne a créé pour contribuer à la gestion efficace des flux migratoires ainsi qu'à la mise en œuvre, au renforcement et au développement de la politique commune en matière d'asile, de protection subsidiaire et de protection temporaire et de la politique commune en matière d'immigration, dans le plein respect des droits et principes consacrés dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (Règlement (CE) n° 516/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 portant création du Fonds « Asile, migration et intégration » modifiant la Décision 2008/381/CE du Conseil et abrogeant les Décisions n° 573/2007/CE et n° 575/2007/CE du Parlement européen et du Conseil et la Décision 2007/435/CE du Conseil).

Le FAMI a été mis en place pour la période de 2014 à 2020.

L'un des objectifs du Fonds est le suivant : renforcer et développer tous les aspects du régime d'asile européen commun, y compris sa dimension extérieure.

Le Fonds peut soutenir des actions qui concernent les régimes d'accueil et d'asile.

Le groupe cible comprend :

A. les ressortissants de pays tiers qui bénéficient du statut de réfugié ou du statut conféré par la protection subsidiaire (au sens de la Directive 2011/95/UE) ;

B. les ressortissants de pays tiers qui ont demandé à bénéficier d'une des formes de protection internationale visées au point A et qui n'ont pas encore reçu de réponse définitive ;

C. les ressortissants de pays tiers qui bénéficient d'une protection temporaire au sens de la Directive 2001/55/CE) ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2015/00432]

Projectoproep in het kader van het fonds voor asiel, migratie en integratie 2014-2020 (AMIF) - AMIF - nr 15 : Open projectoproep . — Opvang

1. INTRODUCTIE

Het AMIF is een fonds dat de Europese Unie heeft ingesteld om bij te dragen tot het efficiënte beheer van de migratiestromen en tot de uitvoering, versterking en ontwikkeling van het gemeenschappelijk beleid inzake asiel, subsidiaire bescherming en tijdelijke bescherming, alsook het gemeenschappelijk immigratiebeleid, met volledige eerbiediging van de rechten en beginselen die in het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie zijn verankerd (Verordening (EU) nr. 516/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 tot oprichting van het Fonds voor asiel, migratie en integratie, tot wijziging van Beschikking 2008/381/EG van de Raad en tot intrekking van Beschikkingen nr. 573/2007/EG en nr. 575/2007/EG van het Europees Parlement en de Raad en Beschikking 2007/435/EG van de Raad).

Het AMIF loopt van 2014 tot 2020.

Eén van de doelstellingen van het fonds is de volgende : het versterken en ontwikkelen van alle aspecten van het Gemeenschappelijk Europees Asielstelsel, met inbegrip van de externe dimensie ervan.

Uit het fonds kunnen acties worden ondersteund die betrekking hebben op Opvang en asielstelsels.

De doelgroep omvat :

A. onderdanen van derde landen die een vluchtelingenstatus of subsidiaire beschermingsstatus (in de zin van Richtlijn 2011/95/EU) genieten;

B. onderdanen van derde landen die een van onder punt A bedoelde vormen van internationale bescherming hebben aangevraagd en nog geen definitieve beslissing hebben gekregen;

C. onderdanen van derde landen die tijdelijke bescherming genieten (in de zin van Richtlijn 2001/55/EG);

D. les ressortissants de pays tiers qui sont ou ont été réinstallés dans un Etat membre ou transférés d'un Etat membre.

La description du groupe cible est reprise à l'Article 5 du Règlement 516/2014.

2. CADRE GENERAL

La décision portant création du FAMI (516/2014) fixe le cadre général de ce fonds et détermine le type d'actions qui entrent en considération en fonction du groupe cible visé.

Les dispositions générales (Règlement (UE) n° 514/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 portant dispositions générales applicables au Fonds « Asile, migration et intégration » et à l'instrument de soutien financier à la coopération policière, à la prévention et à la répression de la criminalité, ainsi qu'à la gestion des crises) déterminent les règles financières et les autres règles que les promoteurs de projet doivent respecter.

Les objectifs stratégiques du FAMI sont définis au niveau européen. Chaque Etat membre a traduit ces objectifs dans des objectifs nationaux fixés dans un programme national pour l'ensemble de la période. Le programme national belge peut être consulté sur le site web de l'Autorité responsable (www.amif-isf.be).

Au niveau belge, le SPF Intérieur assume le rôle d'Autorité responsable (AR) pour la gestion du FAMI.

Collaboration avec Fedasil

L'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (Fedasil) est un organisme d'intérêt public. Fedasil est placé sous la tutelle du secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration.

Fedasil garantit l'octroi d'une aide matérielle aux demandeurs d'asile et à d'autres catégories d'étrangers ayant également droit à l'accueil. Fedasil organise, directement ou avec ses partenaires, un accueil et un accompagnement de qualité. L'Agence veille aussi à l'observation et à l'orientation des mineurs étrangers non accompagnés (les « MENA »).

Fedasil contribue à la conception, la préparation et l'exécution de la politique d'accueil. Dans le cadre de différentes initiatives, Fedasil veille à l'intégration des centres d'accueil dans la communauté locale. Fedasil coordonne également les programmes de retour volontaire.

En vertu de l'art. 62 de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, « l'Agence peut confier à des partenaires la mission d'octroyer aux bénéficiaires de l'accueil le bénéfice de l'aide matérielle telle que décrite dans la présente loi. [...] A cette fin, l'Agence conclut des conventions. »

Fedasil est donc légalement responsable de l'accueil des demandeurs d'asile. Fedasil conclut lui-même des accords avec des tiers. Un accord de coopération sera créé afin d'assurer la cohérence avec ses propres accords. C'est pourquoi le volet « Accueil » du FAMI, qui fait l'objet du présent appel à projets, est géré en étroite collaboration entre le SPF Intérieur et Fedasil.

3. APPEL A PROJETS

Cet appel à projets met à disposition les moyens prévus pour l'accueil.

Le présent appel à projets s'inscrit dans le cadre des dispositions relatives à l'aide matérielle octroyée aux bénéficiaires de l'accueil prévues dans la loi du 12 janvier 2007.

3.1. Budget

Le budget maximal alloué à cet appel à projets s'élève à 3.144.964,00 euros.

Ces moyens peuvent être utilisés du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2017.

Le montant maximal de 3.144.964,00 euros est le montant des subsides FAMI pour 24 mois.

3.2. Groupe cible

Les projets qui entrent en ligne de compte dans le cadre de cet appel à projets pour un financement au cours des années civiles 2016 et 2017 :

1) Développer une approche structurelle pour les demandeurs d'asile avec une problématique psychologique/psychique :

1a. prévoir un accueil résidentiel pour les demandeurs d'asile et les mineurs non-accompagnés (MENA) avec un fort besoin d'accompagnement individuel intensif psychologique;

1b. faciliter et organiser l'aide résidentielle pour les demandeurs d'asile avec une problématique psychiatrique;

1c. prévoir un encadrement psychologique spécialisé pour les femmes et les mineurs, victimes (ou victimes potentielles) de mutilations génitales; et/ou projets actifs dans ce domaine au niveau de sensibilisation, communication et formation des travailleurs du terrain.

2) Faciliter et organiser l'aide résidentielle pour les demandeurs d'asile avec une forte dépendance chronique et les personnes âgées.

D. onderdanen van derde landen die in een lidstaat worden of zijn hervestigd of die vanuit een lidstaat zijn overgebracht.

De doelgroep staat beschreven in Artikel 5 van de Verordening 516/2014.

2. ALGEMEEN KADER

De oprichtingsbeslissing van het AMIF (516/2014) legt het algemeen kader van dit fonds vast en bepaalt welk soort acties in aanmerking komen voor welke doelgroepen.

De algemene bepalingen (Verordening (EU) nr. 514/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake het Fonds voor asiel, migratie en integratie en inzake het instrument voor financiële steun voor politiële samenwerking, voorkoming en bestrijding van criminaliteit, en crisisbeheersing) bepalen welke financiële en andere richtlijnen de projectuitvoerders moeten respecteren.

De strategische doelstellingen van het AMIF zijn vastgelegd op Europees niveau. Elke lidstaat heeft deze doelstellingen vertaald naar nationale doelstellingen die zijn vastgelegd in een nationaal programma voor de hele periode. Het nationaal programma voor België is terug te vinden op de website van de Verantwoordelijke Autoriteit (www.amif-isf.be).

De FOD Binnenlandse Zaken heeft binnen België de rol van Verantwoordelijke Autoriteit (VA) voor het beheer van het AMIF.

Samenwerking met Fedasil

Het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers (Fedasil) is een instelling van openbaar nut. Fedasil staat onder de voogdij van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie.

Fedasil heeft als opdracht materiële hulp te verlenen aan asielzoekers en aan andere categorieën van vreemdelingen die eveneens recht hebben op opvang. Fedasil organiseert, rechtstreeks of via haar partners, een kwaliteitsvolle opvang en begeleiding. Het Agentschap beheert bovendien de observatie en oriëntatie van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen (de NBMV).

Fedasil draagt bij tot het uitwerken, voorbereiden en uitvoeren van het opvangbeleid. In het kader van verschillende initiatieven zorgt Fedasil voor de integratie van de opvangcentra binnen de plaatselijke gemeenschap. Daarnaast coördineert Fedasil de programma's voor vrijwillige terugkeer.

Krachtens art. 62 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen kan "het Agentschap aan partners de taak toevertrouwen om aan begünstigden van de opvang materiële hulp te verstrekken zoals voorzien in deze wet. [...] Met het oog hierop sluit het Agentschap overeenkomsten af."

Fedasil is dus wettelijk verantwoordelijk voor de Opvang van asielzoekers. Fedasil sluit zelf overeenkomsten af met derden. Voor de coherentie met de eigen overeenkomsten wordt er een samenwerkingsverband opgericht. Daarom wordt de projectoproep 'Opvang' van het AMIF, dat hier wordt opengesteld, beheerd in nauwe onderlinge samenwerking tussen de FOD Binnenlandse Zaken en Fedasil.

3. PROJECTOPROEP

Deze projectoproep stelt middelen open die voorzien zijn voor Opvang.

Deze projectoproep verschijnt in het kader van de bepalingen betreffende de materiële hulp die wordt toegekend aan de begünstigden van de opvang, zoals voorzien in de wet van 12 januari 2007.

3.1. Budget

Het beschikbare budget voor deze projectoproep bedraagt maximum 3.144.964,00 EUR.

De middelen kunnen besteed worden van 1 januari 2016 tot en met 31 december 2017.

Het bedrag van maximum 3.144.964,00 € is het EU bedrag voor 24 maanden.

3.2. Doelgroep

De projecten die in het kader van deze projectoproep in aanmerking komen voor financiering in de kalenderjaren 2016 en 2017:

1) Creëren van een structurele aanpak voor asielzoekers met een psychologische/psychische problematiek door :

1a. voorzien in een residentiële opvang voor asielzoekers en niet-begeleide minderjarige vreemdelingen (NBMV) met een hoge nood aan intensieve individuele psychologische begeleiding;

1b. faciliteren en organiseren van residentiële hulpverlening voor asielzoekers met een psychiatrische problematiek;

1c. voorzien in psychosociale begeleiding voor minderjarigen en voor vrouwen die slachtoffer of potentieel slachtoffer zijn van genitale vermissing; en/of projecten die actief zijn in dit domein op het niveau van sensibilisering, communicatie en vorming van terreinwerkers;

2) Faciliteren en organiseren van residentiële hulpverlening voor chronisch zwaar hulpbehoevenden en bejaarden.

3) Prévoir un accompagnement spécifique pour les mineurs non accompagnés (MENA) :

3a. créer des places d'accueil de crise pour les MENA ayant des besoins spécifiques (identifiés par les centres d'observation et d'orientation ou des structures de 2ème phase) au sein des structures agréées par l'Aide à la Jeunesse (SAJ). Cet accueil provisoire a pour objectif de réaliser une observation approfondie en vue d'une orientation vers un accompagnement spécialisé (SAJ) ou réintégration dans le réseau Fedasil;

3b. mettre à disposition des places transit et un accompagnement aux MENA reconnus (ou bénéficiant de protection subsidiaire), plus vulnérables et insuffisamment autonomes en vue de leur transition vers l'aide sociale;

3c. aider les MENA dans la recherche d'un logement individuel en vue de leur transition vers l'aide sociale;

3d. faciliter et/ou organiser les familles d'accueil pour des MENA ayant besoin d'un hébergement en famille.

4) Présenter des méthodologies et des outils aux structures d'accueil individuelles pour les soutenir dans l'encadrement des résidents et des mineurs non accompagnés (MENA) avec un titre de séjour ou dont les probabilités de voir aboutir leur demande de reconnaissance (ou d'octroi de protection subsidiaire) sont grandes (faciliter l'accès au marché du logement, au marché de l'emploi, aux formations, à l'apprentissage des langues pendant leur phase de transition). Un accent particulier est mis sur les groupes vulnérables (par ex : problématique médicale).

4. DISPOSITIONS GENERALES

Les subsides du FAMI ne constituent pas un financement complet mais partiel (il s'agit d'un « cofinancement »). Chaque candidat promoteur de projet doit contribuer à une partie du financement de son projet. Le financement apporté par le Fonds s'élève au maximum à 75 % des coûts effectivement réalisés, vérifiables et considérés comme éligibles. La décision d'accorder un financement européen maximal est prise par le Comité de pilotage, composé de représentants des ministres et secrétaires d'Etat compétents et de l'Autorité responsable. Seuls les projets qui peuvent démontrer leur caractère non lucratif sont pris en considération pour une subvention. Si des recettes sont réalisées, celles-ci seront déduites de la subvention européenne.

Les projets sélectionnés devront se conformer aux règles administratives et financières applicables à la programmation fédérale et découlant tant de la réglementation européenne que nationale.

L'Autorité responsable assure le suivi de la réalisation des différents projets sur la base des dispositions fixées dans l'arrêté ministériel portant octroi d'une subvention pour couvrir une partie des frais relatifs à la réalisation de projets dans le cadre du Fonds « Asile, migration et intégration ».

L'Autorité responsable organisera régulièrement des échanges de vues informels avec les promoteurs de projet.

Vu la loi du 12 janvier 2007, outre l'Autorité responsable, Fedasil est également chargé du suivi du contenu des activités et des résultats des projets. A cet effet, Fedasil peut créer ses propres formulaires et plateformes.

Chaque promoteur doit conserver tous les enregistrements, factures ou documents équivalents et données pertinentes concernant les dépenses déclarées, les recettes générées par le projet et les activités réalisées dans le cadre du projet, conformément aux règles d'éligibilité et aux dispositions qui seront établies par l'Arrêté ministériel portant octroi d'une subvention pour couvrir une partie des frais relatifs à la réalisation de projets dans le cadre du Fonds « Asile, migration et intégration ».

Chaque promoteur de projet établit un rapport final (narratif et financier) du projet selon un document type. Ce rapport final dresse un aperçu global des résultats à l'issue du projet.

Dans le cas d'un partenariat avec un(e) autre soumissionnaire/organisation, c'est l'organisation ayant introduit le projet qui reste l'unique interlocuteur de l'Autorité responsable. Le soumissionnaire de projet coordonne le projet et est responsable du respect des obligations de rapportage. Le(s) partenariat(s) doit(vent) faire l'objet d'une convention de partenariat qui établit avec précision les modalités de collaboration.

5. CONDITIONS D'ELIGIBILITE

5.1. Eligibilité des propositions de projet

Les propositions de projet sont éligibles si :

* elles répondent aux caractéristiques de contenu précisées ci-dessus;

3) Voorzien in een specifieke begeleiding voor niet-begeleide minderjarige vreemdelingen (NBMV) door :

3a. creëren van crisisopvang voor NBMV met specifieke behoeften (geïdentificeerd door de oriëntatie- en observatiecentra of structuren van 2de fase) in structuren erkend door Integrale Jeugdhulp (IJH). Deze tijdelijke opvang heeft als doel de jongere grondig te observeren met het oog op een doorverwijzing naar gespecialiseerde hulp (IJH) of re-integratie in het Fedasil netwerk;

3b. aanbieden van transitieplaatsen voor zeer kwetsbare erkende NBMV (of begunstigde van subsidiaire bescherming) die over onvoldoende autonomie beschikken om zelfstandig de transitie te maken naar de sociale bijstand;

3c. ondersteuning van NBMV in de zoektocht naar eigen huisvesting ikv hun transitie naar de sociale bijstand;

3d. faciliteren en/of organiseren van pleegzorg voor NBMV met nood aan een verblijf in familieverband.

4) Aanreiken van een methodologie en tools aan de individuele opvangstructuren om hen te ondersteunen bij de begeleiding van bewoners en van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen (NBMV), met een verblijfstitel of een kans op erkenning (of het bekomen van subsidiaire bescherming) die hoog is (faciliteren van de toegang tot de woningmarkt, arbeidsmarkt, opleidingen, taalverwerving tijdens hun transitiefase). Een bijzondere focus ligt hierbij op kwetsbare groepen (bijv. medische problematiek).

4. ALGEMENE BEPALINGEN

De subsidies uit het AMIF zijn geen volledige, maar gedeeltelijke financiering (zgn. cofinanciering). Dit betekent dat elke kandidaat-projectuitvoerder zelf moet instaan voor het andere deel van de financiering. De financiering uit het fonds bedraagt maximaal 75 % van de effectief gerealiseerde, verifieerbare en subsidiabel geachte uitgaven. De beslissing over het toekennen van de maximale Europese financiering ligt bij de Stuurgroep, bestaande uit de vertegenwoordigers van de bevoegde ministers/staatssecretarissen en de verantwoordelijke autoriteit. Alleen projecten die kunnen aantonen dat ze geen lucratief karakter hebben, komen in aanmerking voor een subsidie. Indien er inkomsten gerealiseerd worden, zullen deze in mindering worden gebracht van de Europese subsidie.

De geselecteerde projecten moeten zich richten naar de administratieve en financiële regels die van toepassing zijn op de federale programmatie en die voortvloeien uit zowel de Europese als de nationale wetgeving.

De opvolging van de uitvoering van de verschillende projecten door de Verantwoordelijke Autoriteit gebeurt op basis van de in het ministerieel besluit houdende toekenning van een toelage tot dekking van een deel van de kosten betreffende de verwezenlijking van projecten in het kader van het Fonds voor Asiel, Migratie en Integratie vastgestelde bepalingen.

De Verantwoordelijke Autoriteit zal op regelmatige basis informele overlegmomenten met de projectorganisatoren organiseren.

Naast de Verantwoordelijke Autoriteit zorgt ook Fedasil, gelet op de wet van 12 januari 2007, mee voor de inhoudelijke opvolging van de activiteiten en resultaten van de projecten. Fedasil kan hiertoe bepaalde eigen formaten en platforms ontwikkelen.

Elke projectuitvoerder moet alle registraties, facturen of gelijkwaardige documenten en relevante gegevens die verband houden met de gedeclareerde uitgaven, de door het project gegenereerde netto-inkomsten, en de activiteiten gerealiseerd in het kader van het project conform de voorschriften voor subsidiabiliteit en de bepalingen opgelegd in het ministerieel besluit houdende toekenning van een toelage tot dekking van een deel van de kosten betreffende de verwezenlijking van projecten in het kader van het Fonds voor Asiel, Migratie en Integratie.

Elke projectuitvoerder maakt een eindverslag (narratief en financieel) op van het project aan de hand van een standaard formulier. Dit eindverslag geeft een totaal overzicht van de resultaten op het moment dat het project afloopt.

In het geval van een partnerschap met een andere projectindiner/organisatie blijft de organisatie die het project heeft ingediend de enige gesprekspartner van de verantwoordelijke autoriteit. Deze projectindiner coördineert het project en is verantwoordelijk voor het naleven van de rapportageverplichtingen. De partnerschap(en) moet(en) het onderwerp zijn van een partnerschapsovereenkomst waarin nauwkeurig de samenwerkingsmodaliteiten worden vastgelegd.

5. VOORWAARDEN VOOR SUBSIDIABILITEIT

5.1. Subsidialiteit van de projectvoorstellingen :

Projectvoorstellingen zijn subsidiabel indien :

* ze beantwoorden aan de inhoudelijke kenmerken zoals hierboven samengevat ;

* les actions ne sont pas subsidiées par un autre financement européen;
 * elles ont un but non-lucratif.

Les propositions de projet sont prises en considération pour subventionnement si au moins 100.000 euros de subvention FAMI est demandé sur base annuelle.

5.2. Eligibilité des dépenses

Les règles belges d'éligibilité des dépenses pour les projets financés par le FAMI et le FSI sont d'application pour cet appel à projets. Ces règles d'éligibilité sont annexées à cet appel à projets.

Pour chaque appel à projets, l'Autorité responsable peut fixer des règles plus spécifiques. Pour cet appel, les conditions d'éligibilité suivantes sont d'application :

Période : les dépenses sont éligibles si elles sont effectuées entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2017.

Frais de personnel : seuls les coûts réels du personnel affecté au projet sont éligibles.

Frais pour des conférences ou des séminaires : seuls les coûts réels sont éligibles.

Frais liés au groupe cible : seuls les coûts réels sont éligibles.

Coûts indirects : ces coûts ne peuvent dépasser 7 % des coûts directs éligibles ou 15 % des coûts salariaux directs. Dans sa proposition, le promoteur de projet doit choisir l'une de ces deux options.

6. INTRODUCTION DES PROPOSITIONS DE PROJET

Les propositions de projet sont introduites à l'aide d'un formulaire de demande standard. Ce document doit être entièrement complété, signé et transmis par voie électronique, conformément aux instructions disponibles sur le site Internet de l'Autorité responsable (www.amif-isf.be).

Les annexes suivantes doivent être jointes à la proposition de projet :

* Un document attestant que le cofinancement nécessaire sera fourni (obligatoirement suivant le format disponible sur le site web www.amif-isf.be).

* Un budget signé et élaboré à partir des fiches budgétaires standard (obligatoirement suivant le format disponible sur le site web www.amif-isf.be).

* Les déclarations de partenariat signées par les deux parties (si le projet est réalisé en partenariat avec d'autres organisations).

* Le rapport annuel le plus récent de l'organisation.

* Les comptes annuels les plus récents de l'organisation (bilan + compte des résultats).

* Les statuts légaux de l'organisation.

* Attestation T.V.A. indiquant que l'organisation ne peut pas récupérer la T.V.A., fournie par une agence T.V.A.

* Formulaire d'identification financière

* Document prouvant que le soumissionnaire est autorisé à prendre des engagements par le représentant légal de l'organisation (au cas où le soumissionnaire/signataire ne serait pas le représentant légal).

Tous les documents doivent être envoyés à l'Autorité responsable par voie électronique conformément aux instructions disponibles sur le site de l'Autorité Responsable (www.amif-isf.be).

La date limite d'introduction des projets est le lundi 21/09/2015.

Les projets doivent donc être introduits par voie électronique au plus tard à 23h59 conformément aux instructions de l'Autorité responsable.

L'introduction tardive entraîne la non-recevabilité de la demande.

7. PROCEDURE DE SELECTION

7.1. Recevabilité administrative

En premier lieu, l'Autorité responsable vérifie la recevabilité administrative des propositions de projet.

Si certaines lacunes sont constatées et qu'elles peuvent être comblées, l'Autorité responsable en informera le soumissionnaire de projet. Celui-ci disposera alors de 5 jours ouvrables pour remédier à ces lacunes.

L'Autorité responsable informera par décision motivée les promoteurs de projet dont la proposition de projet n'est pas retenue pour des raisons administratives, en dépit de la possibilité d'y remédier précisée ci-dessus. Cette décision motivée sera communiquée par e-mail.

* de acties niet gesubsidieerd worden door een andere Europese financiering ;
 * ze een niet-lucratief karakter hebben.

Projectvoorstellen zullen in aanmerking komen voor subsidies wanneer er minimum 100.000,00 EUR AMIF-toelage wordt gevraagd op jaarbasis.

5.2. Subsidiabiliteit van de uitgaven

De Belgische voorschriften voor de subsidiabiliteit van de uitgaven van de projecten gefinancierd onder AMIF en ISF zijn van toepassing op deze projectoproep. Deze subsidiabiliteitsregels worden bijgevoegd bij deze projectoproep.

De verantwoordelijke autoriteit kan per projectoproep meer specifieke regels vaststellen. Voor deze oproep gelden volgende specifieke voorwaarden voor subsidiabiliteit :

Periode : uitgaven zijn subsidiabel indien ze gedaan zijn tussen 1 januari 2016 en 31 december 2017.

Personelekosten : enkel werkelijke kosten voor personeel van het project zijn subsidiabel

Kosten voor conferenties en seminaries : enkel werkelijke kosten zijn subsidiabel

Kosten gelinkt aan de doelgroep : enkel werkelijke kosten zijn subsidiabel.

Indirecte kosten : deze mogen maximum 7 % van de subsidiabele directe kosten of 15 % van de subsidiabele directe loonkosten bedragen. De projectuitvoerder moet in het projectvoorstel de keuze maken voor één van beide opties.

6. INDIENING VAN DE PROJECTVOORSTELLEN

De projectvoorstellen worden ingediend aan de hand van een standaard aanvraagformulier. Dit formulier moet volledig ingevuld en ondertekend digitaal worden overgemaakt volgens de instructies beschikbaar op de website van de verantwoordelijke autoriteit (www.amif-isf.be).

Het projectvoorstel moet vergezeld zijn van de volgende bijlagen :

* Een document waaruit blijkt dat de nodige cofinanciering voorzien zal worden (verplicht volgens format te vinden op de website www.amif-isf.be).

* Een budget getekend en opgesteld aan de hand van de standaard budgetfiches (verplicht volgens format te vinden op de website www.amif-isf.be).

* De door beide partijen ondertekende partnerschapsverklaringen (indien het project wordt uitgevoerd in partnerschap met andere organisaties).

* Het meest recente jaarverslag van de organisatie.

* De meest recente jaarrekening van de organisatie (balans + resultatenrekening).

* De wettelijke statuten van de organisatie.

* BTW-attest waaruit blijkt dat de organisatie de BTW niet kan recupereren, afgeleverd door een BTW kantoor.

* Het financieel identificatieformulier.

* Document dat aantoont dat de ondertekenaar van dit formulier hiertoe gemachtigd is door de hoger vermelde juridische vertegenwoordiger (indien de indiener/ondertekenaar niet de juridische vertegenwoordiger is).

Alle documenten dienen elektronisch te worden overgemaakt aan de Verantwoordelijke Autoriteit volgens de instructies beschikbaar op de website van de Verantwoordelijke Autoriteit (www.amif-isf.be).

De einddatum voor het indienen van de projecten is maandag 21/09/2015.

Dit wil zeggen dat projecten ten laatste om 23.59 uur elektronisch moeten zijn ingediend volgens de instructies van de Verantwoordelijke Autoriteit.

Laattijdig indienen van een aanvraag impliceert niet-onvankelijkheid van de aanvraag.

7. SELECTIEPROCEDURE

7.1. Administratieve ontvankelijkheid

In eerste instantie verifieert de Verantwoordelijke Autoriteit de administratieve ontvankelijkheid van de projectvoorstellen.

Indien bepaalde gebreken worden vastgesteld waarvan geoordeeld wordt dat ze kunnen worden geremедieerd zal de Verantwoordelijke Autoriteit de projectindienner hiervan op de hoogte brengen. De projectindienner heeft vervolgens 5 werkdagen de tijd om de geconstateerde gebreken te verhelpen.

De projectindieners waarvan de projecten ondanks de bovenstaande mogelijkheid tot remediering om administratieve redenen worden verworpen, worden hiervan op de hoogte gebracht door de Verantwoordelijke Autoriteit door middel van een gemotiveerde beslissing per mail.

Le soumissionnaire de projet dispose alors de 5 jours ouvrables pour contester cette décision en envoyant une réaction motivée par rapport à la décision initiale. L'Autorité responsable se prononcera ensuite définitivement dans les 5 jours ouvrables.

Si le soumissionnaire de projet n'est pas en mesure de produire les documents requis dans ces délais, la proposition de projet peut être déclarée irrecevable.

7.2. Analyse financière et de contenu

Les propositions de projet administrativement recevables seront ensuite analysées (notamment) sur la base des critères suivants :

- Mesure dans laquelle le projet contribue à la réalisation du programme national
- Expérience et expertise du soumissionnaire de projet et des organisations partenaires
- Qualité intrinsèque du projet (y compris le contexte et la problématique sur la base desquels le projet est développé)
- La diffusion des résultats du projet
- Efficience du projet (rapport coût/réalisations)
- Solidité du budget proposé
- Mesure dans laquelle un enregistrement objectif et vérifiable du groupe cible est effectué pendant toute la durée du projet. Cet enregistrement doit permettre d'établir une distinction claire entre le groupe cible de l'organisation et le groupe cible spécifique du projet
- Mesure dans laquelle le groupe cible correspond au groupe cible de cet appel
- Mesure dans laquelle le projet se distingue des objectifs ordinaires de l'organisation
- Mesure dans laquelle le projet contribue au renforcement de la politique d'accueil
- Mesure dans laquelle le projet reconnaît et renforce la cohérence de la politique d'accueil

Une pondération spécifique sera attribuée à chaque critère.

Les différentes propositions de projet accompagnées des résultats de l'analyse de contenu sont ensuite soumises au Comité de pilotage. Ce Comité peut décider de rejeter, retenir ou modifier un projet.

Dans ce dernier cas, l'Autorité responsable informera le promoteur du projet des remarques et propositions du Comité de pilotage. Le promoteur du projet dispose ensuite de 5 jours ouvrables pour adapter le projet et pour le réintroduire (selon les modalités précitées) auprès de l'Autorité responsable.

L'Autorité responsable informe les soumissionnaires dont le projet est rejeté par décision écrite motivée se référant aux arguments du Comité de pilotage.

La décision du Comité de pilotage sera soumise à l'Inspection des Finances. Si l'avis est positif, la sélection peut être formalisée.

7.3. Accord officiel

Vu le retard dans le processus de désignation du SPF Intérieur comme autorité responsable pour le FAMI (procédure pendante), il est impératif de prendre en compte la clause suivante : la décision d'accorder une subvention dans le cadre du FAMI ne pourra intervenir qu'après la désignation officielle du SPF Intérieur comme Autorité responsable.

8. SEANCE D'INFORMATION

Pendant la période entre le 7 et le 18 septembre, l'Autorité responsable organisera conjointement avec Fedasil une séance d'information destinée à tous les candidats promoteurs soumissionnaires intéressés. Cette séance d'information se tiendra dans les locaux de Fedasil dans la grande salle de réunion au 3^{ème} étage.

L'inscription pour la séance d'informations peut se faire en envoyant un e-mail à l'adresse amif-isf@ibz.eu. Les données précises seront communiquées aux personnes inscrites.

De projectindienner heeft vervolgens 5 werkdagen om tegen deze beslissing in verweer te gaan middels een gemotiveerd antwoord op de initiële beslissing. De Verantwoordelijke Autoriteit zal zich vervolgens binnen de 5 werkdagen hierop volgend definitief uitspreken.

Indien de projectindienner er niet in slaagt om binnen deze termijnen de nodige documenten in te dienen, kan het projectvoorstel onontvankelijk verklaard worden.

7.2. Inhoudelijk-financiële evaluatie

De administratief ontvankelijke projecten worden vervolgens geanalyseerd op basis van (onder andere) de volgende criteria :

- De mate waarin het project bijdraagt aan de realisatie van het nationale programma
- Ervaring en deskundigheid van de projectindienner en de partner-organisaties
- Intrinsieke kwaliteit van het project (alsook de context waarin en de probleemstelling op basis waarvan het project is ontwikkeld)
- De verspreiding van de projectresultaten
- De efficiëntie van het project (verhouding kosten/realisaties)
- Soliditeit van de voorgestelde begroting
- De mate er een objectieve en verifieerbare registratie van de doelgroep wordt uitgevoerd gedurende de gehele duur van het project. Deze registratie moet toelaten om een duidelijk onderscheid te maken tussen de doelgroep van de organisatie en de doelgroep die specifiek is aan het project
- De mate waarin de doelgroep overeenstemt met de doelgroep van deze oproep
- De mate waarin het project te onderscheiden valt van de dagelijkse activiteiten van de organisatie
- De mate waarin het project bijdraagt tot de versterking van het opvangbeleid
- De mate waarin het project de coherentie van het opvangbeleid erkent en versterkt

Voor elk criterium zal een bepaalde quotatie worden toegekend.

De verschillende projectvoorstellen worden vervolgens, vergezeld van de resultaten van de inhoudelijke analyse, voorgelegd aan de Stuurgroep. De Stuurgroep kan beslissen een project te verwijderen, een project te weerhouden of een project te laten wijzigen.

In dit laatste geval zal de projectuitvoerder door de Verantwoordelijke Autoriteit geïnformeerd worden over de opmerkingen en voorstellen van de Stuurgroep. De projectindienner heeft vervolgens 5 werkdagen de tijd om het project aan te passen en opnieuw bij de verantwoordelijke autoriteit in te dienen (volgens de modaliteiten hierboven uiteengezet).

De projectindieners wiens voorstel verworpen is, worden hiervan door de verantwoordelijke autoriteit op de hoogte gebracht door middel van een gemotiveerde schriftelijke beslissing die refereert aan de argumenten van de Stuurgroep.

De beslissing van de Stuurgroep zal voorgelegd worden aan de Inspectie van Financiën. Indien het advies positief is, kan de selectie worden geformaliseerd.

7.3. Officiële toekenning

Gezien de vertraging bij de aanstelling van de FOD Binnenlandse Zaken als verantwoordelijke autoriteit voor het AMIF (procedures is lopende) is het noodzakelijk rekening te houden met volgende clausule : de officiële toekenning van een subsidie in het kader van het AMIF kan slechts gebeuren na de officiële aanduiding van de FOD Binnenlandse Zaken als Verantwoordelijke Autoriteit.

8. INFORMATIESESSIE

Gedurende de periode tussen 7 en 18 september zal de Verantwoordelijke Autoriteit in samenwerking met Fedasil een informatiesessie organiseren voor alle geïnteresseerde kandidaat-projectuitvoerders. Deze informatiesessie gaat door in de lokalen van Fedasil in de grote vergaderzaal op de 3^{de} verdieping.

Inschrijven voor de informatiesessie kan via amif-isf@ibz.eu. De precieze details zullen gecommuniceerd worden aan de personen die zich hebben ingeschreven.

Pour toute autre question sur les activités réalisées dans le cadre de la loi sur l'accueil du 12 janvier 2007, vous pouvez vous adresser à :

Mme Anne-Marie De Weerd
Tél. : 02-548 80 59
anne-marie.deweerd@fedasil.be
Collaborateur concertations partenaires
Cellule Coordination
Direction Services Opérationnels
Fedasil
Rue des Chartreux 21
1000 Bruxelles
www.fedasil.be

Voor bijkomende inhoudelijke vragen over de activiteiten die uitgevoerd worden in het kader van de opvangwet van 12 januari 2007, kan u contact opnemen met de volgende persoon :

Mevr. Anne-Marie De Weerd
Tel. : 02-548 80 59
anne-marie.deweerd@fedasil.be
Medewerker partneroverleg
Coördinatiecel
Dienst Operationele Diensten
Fedasil
Kartuizersstraat 21
1000 Brussel
www.fedasil.be

Les règles d'éligibilité des dépenses de projets financés sous la gestion fédérale des fonds AMIF et ISF

CHAPITRE 1. — Définitions

Article 1^{er}. Autorité Responsable : le SPF Intérieur, responsable de la bonne gestion et du contrôle des subsides AMIF-ISF.

Bénéficiaire final : l'organisation qui agit comme gestionnaire de projet ou promoteur de projet et qui reçoit des subsides AMIF-ISF.

Budget : l'ensemble des dépenses et recettes prévues pour un projet.

Arrêté ministériel (AM) : une norme de droit belge adoptée par un ministre du gouvernement fédéral. Dans le cadre d'AMIF-ISF, l'AM fixera toutes les modalités, droits et obligations concernant l'attribution de subsides.

Fonds : l'AMIF (Fonds Asile, migration et intégration) ou l' ISF (Fonds pour la sécurité intérieure) selon celui qui est d'application, sauf indication contraire.

Partenaire : une organisation avec laquelle le bénéficiaire collabore sur base d'un accord de partenariat afin de pouvoir exécuter un projet spécifique.

CHAPITRE 2. — Principes généraux

Art. 2. § 1. Les projets auxquels le Fonds apporte son soutien ne sont pas financés par d'autres sources relevant du budget de l'Union européenne.

§ 2. Les projets soutenus par le Fonds sont cofinancés par des sources publiques ou privées.

§ 3. Le Fonds finance en principe uniquement des projets et n'a pas vocation à financer les tâches régulières d'une organisation.

Art. 3. § 1. Les règles d'éligibilité visées dans le présent document sont applicables aussi bien aux bénéficiaires finaux qu'à leurs partenaires pour les projets qui sont financés par le Fonds.

Art. 4. Sans préjudice des présentes règles d'éligibilité, l'ensemble des lois et réglementations en vigueur en Belgique sont d'application.

Art. 5. § 1. Les règles nationales applicables au bénéficiaire final et/ou la réglementation européenne en matière de marchés publics doivent être respectées pour chaque activité sous-traitée par le bénéficiaire final. Un contrat dûment signé par le bénéficiaire final et le sous-traitant doit être établi.

§ 2. Si le bénéficiaire final n'est pas soumis à ses propres règles nationales et/ou européennes en matière de marchés publics les montants limites fixés dans la loi belge sont néanmoins d'application. Une exception à ce principe peut être autorisée par l'autorité responsable si une demande dûment motivée lui est adressée au préalable par le bénéficiaire. Pour ce faire, le bénéficiaire final est tenu de demander des instructions écrites à l'autorité responsable et de s'y conformer.

Art. 6. L'autorité responsable peut établir des règles plus spécifiques pour chaque appel à propositions.

De voorschriften voor de subsidiabiliteit van de uitgaven van de projecten gefinancierd onder het federale beheer van AMIF en ISF

HOOFDSTUK 1. — Definities

Artikel 1. Verantwoordelijke Autoriteit : de FOD Binnenlandse Zaken, verantwoordelijk voor het goed beheer en de controle van de AMIF-ISF subsidies

Eindbegunstigde : de organisatie die fungeert als projectuitvoerder of projectpromotor van een project en die de AMIF-ISF subsidies ontvangt.

Budget : het geheel van voorziene uitgaven en ontvangsten voor een bepaald project.

Ministerieel Besluit (MB) : een norm in het Belgisch recht die uitgaat van een individuele minister van de federale regering. In het kader van AMIF-ISF zal het MB alle modaliteiten, rechten en plichten vastleggen betreffende de subsidiëring.

Fonds : het AMIF (Fonds voor Asiel, Migratie en Integratie) of het ISF (Fonds voor Interne Veiligheid) naargelang welk van toepassing is, tenzij anders vermeld

Partner : een organisatie waarmee de eindbegunstigde samenwerkt op basis van een partnerschapsovereenkomst om een specifiek project te kunnen uitvoeren

HOOFDSTUK 2. — Algemene beginselen

Art. 2. § 1. Door het Fonds gesteunde projecten worden niet gefinancierd uit andere bronnen die onder de begroting van de Europese Unie vallen.

§ 2. Door het Fonds gesteunde projecten worden medegefinancierd door openbare of particuliere bronnen.

§ 3. In principe finanziert het Fonds alleen projecten en geen reguliere werking van organisaties.

Art. 3. § 1. De gegeven subsidiabiliteitsvoorschriften zijn van toepassing zowel op de eindbegunstigden als op hun partners voor projecten die gefinancierd worden door het Fonds.

Art. 4. Zonder afbreuk te doen aan deze subsidiabiliteitsvoorschriften, zijn alle in België geldende wetten en reglementeringen van toepassing.

Art. 5. § 1. Voor elke activiteit die door de eindbegunstigde wordt uitbesteed dient de nationale en/of Europese wetgeving inzake openbare aanbesteding van toepassing op de eindbegunstigde te worden gerespecteerd en dient er een contract te worden opgesteld ondertekend door eindbegunstigde en ondераannemer.

§ 2. Indien eindbegunstigden niet onderhevig zijn aan hun eigen nationale en/of Europese wetgeving dienen de grensbedragen vastgesteld in de Belgische wetgeving gevolgd te worden, behoudens op voorhand door de verantwoordelijke autoriteit aanvaarde motivatie. De eindbegunstigde dient hiervoor steeds schriftelijke instructies te vragen aan de verantwoordelijke autoriteit en deze op te volgen.

Art. 6. De verantwoordelijke autoriteit kan per projectoproep meer specifieke regels vaststellen.

Art. 7. Tous les montants mentionnés sont hors T.V.A., sauf indication contraire.

CHAPITRE 3. — Mesures d'urgence

Art. 8. Pour des raisons dûment justifiées, des dérogations aux règles d'éligibilité définies dans la présente décision peuvent être accordées pour les dépenses liées à des mesures d'urgence, comme le prévoient les règlements (UE 513/2014, UE 514/2014, UE 515/2014 et UE 516/2014), à condition qu'elles soient reprises dans la décision de la Commission qui autorise lesdites mesures.

CHAPITRE 4. — Recettes et principe de non-profit

Art. 9. § 1. Les recettes du projet peuvent consister en :

- a) contributions financières accordées par le Fonds,
- b) contributions propres des bénéficiaires finaux et de leurs partenaires,
- c) contributions de tiers provenant de sources publiques ou privées, ainsi que
- d) revenus générés par le projet.

§ 2. Par « revenus » on entend les revenus obtenus par un projet pendant la durée de celui-ci, grâce à des ventes, locations, services, frais d'inscription ou autres revenus équivalents. Toutes les sources de recettes doivent être enregistrées dans les comptes du bénéficiaire final ou figurer sur ses documents fiscaux et être identifiables et contrôlables.

Art. 10. De par l'application du principe de non-profit, les projets soutenus par le Fonds doivent être sans but lucratif. La contribution maximum du Fonds s'élèvera au total des coûts subsidiables autorisés dont auront été déduits la contribution de tiers et les revenus générés par le projet (c et d de l'art. 9).

Art. 11. La contribution maximale du Fonds sera équivalente au montant le plus bas de l'un des trois montants suivants :

A) Le montant de la contribution européenne repris dans l'Arrêté Ministériel.

B) Le coût total éligible multiplié par le pourcentage maximum de subvention repris dans l'Arrêté Ministériel.

C) Le montant obtenu par l'application du principe de non-profit décrit à l'art. 10.

Art. 12. Les recettes qui sont générées directement par ce projet lors de sa réalisation et dont il n'est pas tenu compte lors de l'approbation du projet, seront déduites des dépenses éligibles du projet au plus tard dans la demande de paiement finale introduite par le bénéficiaire final.

CHAPITRE 5. — Dépenses

Art. 13. Pour être éligibles, les dépenses :

a) doivent être engagées par un bénéficiaire final entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2022.

ont été déboursées effectivement par l'autorité responsable entre le 1 janvier 2014 et le 30 juin 2023.

Art. 14. § 1. Par « dépenses », on entend : les paiements et amortissements effectués par le bénéficiaire final.

§ 2. Les paiements prendront la forme de mouvements financiers.

§ 3. Les amortissements ne doivent pas prendre la forme de mouvements financiers.

Art. 15. Les dépenses figurant dans les demandes de paiement présentées par le bénéficiaire final à l'autorité responsable doivent être justifiées par des factures ou des documents comptables ayant une valeur probante équivalente.

Art. 16. Par dérogation aux articles 14 et 15, les coûts déterminés conformément à l'article 18, paragraphe 1^{er}, points b), c) et d) du Règlement (UE) n° 514/2014 (formules de coûts simplifiés), qui seront repris dans la demande de paiement, ne doivent pas être justifiés par des factures ou des documents comptables ayant une valeur probante équivalente.

Art. 17. Les dépenses doivent être identifiables et contrôlables. En particulier :

- elles doivent être inscrites dans la comptabilité du bénéficiaire final;

Art. 7. Alle vermelde bedragen zijn exclusief BTW, tenzij anders vermeld.

HOOFDSTUK 3. — Noodmaatregelen

Art. 8. In naar behoren gemotiveerde gevallen kunnen afwijkingen van de in deze beschikking omschreven subsidiabiliteitsvoorschriften worden toegestaan voor uitgaven die verband houden met noodmaatregelen, zoals bepaald in de verordeningen (EU 513/2014, EU 514/2014, EU 515/2014 en EU 516/2014), op voorwaarde dat zij worden opgenomen in het besluit van de Commissie waarbij noodmaatregelen worden goedgekeurd.

HOOFDSTUK 4 — Ontvangsten en non-profitbeginsel

Art. 9. § 1. De ontvangsten van het project kunnen bestaan uit :

- a) financiële bijdragen verleend door het Fonds;
- b) eigen bijdrage van de eindbegunstigde en zijn/haar partners;
- c) bijdrage van derden vanuit openbare of particuliere bronnen en;
- d) inkomsten die het project genereert.

§ 2. Onder "inkomsten" wordt verstaan : de door een project tijdens de bedoelde projectperiode ontvangen inkomsten uit verkoop, verhuring, dienstverlening, inschrijfgelden en alle andere vergelijkbare inkomsten. Alle bronnen van ontvangsten moeten in de rekeningen of belastingdocumenten van de eindbegunstigde worden opgenomen en moeten identificeerbaar en controleerbaar zijn.

Art. 10. Door toepassing van het non-profit beginsel mogen door het Fonds gesteunde projecten geen winstoogmerk hebben. De maximale bijdrage van het Fonds is het totaal van de aanvaarde subsidiabele kosten waarvan de bijdrage van derden en de gegeneerde inkomsten zijn afgetrokken (c en d van art. 9)

Art. 11. De maximale bijdrage van het Fonds zal gelijk zijn aan het laagste van volgende drie :

A) Het bedrag van de Europese bijdrage opgenomen in het Ministerieel Besluit.

B) De vermenigvuldiging van de totale subsidiabele kosten met het in het Ministerieel Besluit opgenomen maximale subsidiëringsspercentage.

C) Het bedrag bekomen door toepassing van het non-profit beginsel beschreven in art. 10.

Art. 12. Inkomsten die tijdens de uitvoering van een project rechtstreeks door dat project worden gegeneerd en waarmee bij de goedkeuring van het project geen rekening is gehouden, worden ten laatste in het door de eindbegunstigde ingediende verzoek om eindbetaling van de subsidiabele uitgaven van het project in mindering gebracht.

HOOFDSTUK 5. — Uitgaven

Art. 13. Uitgaven komen voor steun in aanmerking wanneer :

a) zij door een eindbegunstigde zijn gedaan tussen 1 januari 2014 en 31 december 2022, en

b) zij werkelijk door de aangewezen verantwoordelijke instantie zijn betaald tussen 1 januari 2014 en 30 juni 2023

Art. 14. § 1. Onder uitgaven worden verstaan : betalingen en afschrijvingen die door de eindbegunstigde zijn verricht.

§ 2. De betalingen moeten plaatsvinden in de vorm van financiële verrichtingen.

§ 3. De afschrijvingen moeten niet plaatsvinden in de vorm van financiële verrichtingen.

Art. 15. Uitgaven die in betalingsverzoeken van de eindbegunstigde aan de verantwoordelijke autoriteit worden opgenomen, worden gestaafd door facturen of boekhoudkundige documenten met gelijkwaardige bewijskracht,

Art. 16. In afwijking van art. 14 en 15 dienen de in de betalingsverzoeken opgenomen kosten, die overeenkomstig artikel 18, lid 1, onder b), c) en d) van de Verordening (EU) nr. 514/2014 zijn bepaald (vereenvoudigde kosten opties), niet gestaafd te worden door facturen of boekhoudkundige documenten met gelijkwaardige bewijskracht.

Art. 17. Uitgaven moeten identificeerbaar en controleerbaar zijn. In het bijzonder :

- moeten zij worden opgenomen in de boekhoudbescheiden van de eindbegunstigde;

- elles doivent être déterminées conformément aux normes comptables applicables dans le pays d'établissement du bénéficiaire final et aux pratiques habituelles de ce bénéficiaire final en matière de comptabilité analytique;

- elles doivent faire l'objet des déclarations prescrites par les lois fiscales et sociales en vigueur.

Art. 18. Si nécessaire, le bénéficiaire final est tenu de conserver des copies certifiées conformes des documents comptables justifiant les recettes et dépenses des partenaires relatives au projet concerné.

Art. 19. Le stockage et le traitement de ces données doivent être conformes à la législation nationale et/ou régionale sur la protection des données.

CHAPITRE 6. — *Champ d'application territorial*

Art. 20. Pour chaque appel à propositions, l'autorité responsable peut déterminer le champ d'application territorial.

CHAPITRE 7. — *Budget d'un projet*

Art. 21. Le budget d'un projet est élaboré suivant le template établi par l'autorité responsable, dont les catégories de coûts sont les suivantes :

Dépenses

1. Coûts directs (CD)

- A. Frais de personnel
- B. Frais de voyage et de séjour
- C. Coûts des consommables, fournitures et services généraux
- D. Biens immobiliers
- E. Equipement
- F. Sous-traitance
- G. Conférences et séminaires
- H. Frais spécifiques liés au groupe cible
- I. Autres frais

2. Coûts indirects (pourcentage fixe des CD, défini dans l'AM)

= Coût total éligible (CTE)

Recettes

1. Contribution de l'UE

2. Contribution du bénéficiaire final et des partenaires au projet

3. Contribution de tiers

4. Revenus générés par le projet

= Recettes totales (RT)

= Coût total éligible (CTE) = Recettes totales (RT)

Art. 22. Le budget doit être en équilibre : le coût total éligible (CTE) estimé doit être égal aux recettes totales (RT) estimées.

Art. 23. Au cours de la mise en œuvre du projet le bénéficiaire final peut procéder à des transferts entre les catégories de coûts éligibles dans le cadre du budget estimé, sans devoir demander l'autorisation préalable de l'autorité responsable, à condition que :

1. cette adaptation n'entrave pas la réalisation du projet et le budget total n'est pas augmenté, et

2. l'augmentation dépasse le budget estimé de la catégorie qui est augmentée de 10 % maximum ou est inférieure à 5.000 EUR (T.V.A. incluse)

Si l'une des conditions mentionnées ci-dessus n'est pas remplie, l'autorisation préalable de l'autorité responsable doit être demandée via une fiche de modification.

CHAPITRE 8. — *Coûts directs éligibles*

Art. 24. Dans le cadre du projet, les coûts directs éligibles sont les coûts qui, dans le respect des conditions générales d'éligibilité décrites au chapitre 2, peuvent être identifiés comme des coûts spécifiques directement liés à la réalisation du projet. Une exception à ce principe peut être autorisée par l'autorité responsable si une demande dûment motivée lui est adressée par le bénéficiaire final. Les coûts directs doivent être inclus dans le budget global estimatif du projet.

- doivent être déterminés conformément aux normes comptables applicables dans le pays d'établissement du bénéficiaire final et aux pratiques habituelles de ce bénéficiaire final en matière de comptabilité analytique;

- doivent faire l'objet des déclarations prescrites par les lois fiscales et sociales en vigueur.

Art. 18. Indien de toepassing, bewaren eindbegunstigden gewaarmerkte afschriften van de boekhoudbescheiden die ontvangsten en uitgaven van de bij het project betrokken partners rechtvaardigen.

Art. 19. De opslag en de verwerking van dergelijke gegevens moeten gebeuren volgens de nationale en/of regionale wetgeving inzake gegevensbescherming.

HOOFDSTUK 6. — *Territoriaal toepassingsgebied*

Art. 20. De verantwoordelijke autoriteit kan bij elke projectoproep het territoriaal toepassingsgebied vaststellen.

HOOFDSTUK 7. — *Budget van een project*

Art. 21. Het budget van een project wordt opgesteld volgens de template van de verantwoordelijke autoriteit, waarvan de categorieën van kosten de volgende zijn :

Uitgaven

1. Directe kosten (DK)

- A. Personeelsuitgaven
- B. Reis - en verblijfskosten
- C. Verbruiksgoederen, benodigheden en algemene diensten
- D. Onroerend goed
- E. Uitrusting
- F. Onderaanneming
- G. Conferenties en Seminaries
- H. Specifieke kosten ivm doelgroepen
- I. Overige kosten

2. Indirecte kosten (vast percentage van de DK, bepaald in het MB)

= Totale subsidiabele kosten (TSK)

Ontvangsten

1. Bijdrage van de EU

2. Bijdrage van de eindbegunstigde en de partners bij het project

3. Bijdrage van derden

4. Door het project gegenereerde inkomsten

= Totale ontvangsten

Totale subsidiabele kosten (TSK) = Totale ontvangsten (TO)

Art. 22. Het budget moet in evenwicht zijn : de totale geraamde subsidiabele kosten (TSK) moeten gelijk zijn aan de totale geraamde ontvangsten (TO).

Art. 23. Binnen het geraamde budget kunnen tijdens de uitvoering van het project overdrachten tussen de categorieën van subsidiabele kosten gedaan worden door de eindbegunstigde zelf zonder voorafgaandelijk toestemming van de verantwoordelijke autoriteit, onder de volgende voorwaarden :

1. deze aanpassing staat de uitvoering van het project niet in de weg en het totale budget wordt niet verhoogd, en

2. de verhoging overschrijdt het geraamde budget van de categorie die verhoogd wordt met maximaal 10 % of is lager dan 5.000 EUR (inclusief BTW).

Indien niet wordt voldaan aan één van de bovenvermelde voorwaarden moet de toestemming van de verantwoordelijke autoriteit voorafgaandelijk gevraagd worden via een wijzigingsfiche.

HOOFDSTUK 8. — *Subsidiabele directe kosten*

Art. 24. De subsidiabele directe kosten van het project zijn kosten die, gelet op de onder hoofdstuk 2 vermelde algemene subsidiabiliteitsvoorraarden, identificeerbaar zijn als specifieke kosten die direct verband houden met de uitvoering van het project. Een uitzondering op dit principe kan toegestaan worden door de verantwoordelijke autoriteit, indien aan deze een gemotiveerde vraag werd voorgelegd door de eindbegunstigde . Directe kosten worden opgenomen in het geraamde totale budget van het project.

Art. 25. § 1. Les coûts réels du personnel affecté au projet, c'est-à-dire les salaires réels, les cotisations de sécurité sociale et autres frais statutaires ou légaux et réglementaires, sont éligibles pour autant qu'ils correspondent à la politique habituelle du bénéficiaire final en matière de rémunération.

§ 2. Les frais de personnel peuvent également être éligibles s'ils sont calculés au moyen de l'application de barèmes standard de coût unitaire ou de forfaits par unité déterminés au préalable.

§ 3. Pour chaque appel à propositions, l'autorité responsable détermine quelle(s) option(s), parmi celles indiquées ci-dessus, peut (peuvent) être appliquée(s) et selon quelles modalités.

§ 4. Les frais de personnel doivent être détaillés dans le budget, en indiquant les fonctions et le nombre d'effectifs, de préférence nominativement.

Art. 26. § 1. Les frais de voyage et de séjour sont éligibles en tant que coûts directs pour le personnel affecté au projet et pour les autres personnes qui participent aux activités du projet et qui doivent voyager pour la mise en œuvre du projet.

§ 2. Les frais de voyage et de séjour dans le cadre de séminaires et conférences organisés par le bénéficiaire final ou par l'un de ses partenaires doivent être catalogués sous la rubrique 'conférences et séminaires'.

§ 3. Les frais de voyage sont éligibles sur la base des coûts réels supportés. Les taux de remboursement sont fondés sur le moyen de transport en commun le moins cher (2e classe pour les transports en commun et classe économique pour les voyages en avion), sauf autorisation accordée par l'autorité responsable. En principe, les voyages en avion ne sont autorisés que pour les voyages de plus de 800 kilomètres (aller et retour), sauf lorsqu'ils peuvent être justifiés et motivés par la destination géographique. Lorsqu'un autre moyen de transport est utilisé (comme la voiture ou le vélo), soit les frais sont calculés sur la base de la réglementation en vigueur (au niveau national ou au sein de l'organisation), soit le remboursement est effectué sur la base du coût des transports en commun.

§ 4. 1. Les frais de séjour sont éligibles sur la base des coûts réels. Si les règles internes applicables à l'organisation qui exécute le projet prévoient l'utilisation d'une indemnité journalière ou de séjour, celles-ci peuvent être appliquées.

2. Les frais doivent être justifiés sur base des règles en vigueur dans l'organisation qui met en œuvre le projet. Toutefois, si l'on opte pour une indemnité journalière, la personne qui perçoit l'indemnité doit pouvoir prouver sa présence sur place. Si l'on opte pour une indemnité de séjour, la personne qui perçoit l'indemnité doit pouvoir prouver qu'elle a logé sur place.

3. Lors d'un appel à propositions, l'autorité responsable peut également arrêter une disposition différente concernant la manière de justifier les frais de séjour, auquel cas celle-ci prime.

4. Le montant maximal de l'indemnité est fixé par l'Arrêté Ministériel portant l'établissement d'indemnités de séjour octroyées aux représentants et aux fonctionnaires dépendant du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement qui se rendent à l'étranger ou qui siègent dans des commissions internationales, publié chaque année. Le montant maximal de l'indemnité de séjour applicable à un séjour en Belgique correspond au tarif maximum prévu selon les règles fixées par la Commission européenne. Les personnes qui participent aux activités du projet sont assimilées à la catégorie 1 de cet Arrêté Ministériel, à l'exception des personnes installées dans le pays où l'activité a lieu qui sont assimilées à la catégorie 2 de cet Arrêté Ministériel.

Art. 27. § 1. Les coûts des consommables, fournitures et services généraux sont éligibles s'ils sont identifiables et directement nécessaires à la réalisation du projet.

§ 2 Ces coûts doivent être budgétisés, la décision finale quant à leur éligibilité appartient à l'autorité responsable.

Art. 28. Tant à l'achat que lors de la construction ou de la rénovation et de la location, les biens immobiliers doivent répondre aux caractéristiques techniques requises pour le projet et être conformes aux normes et standards applicables.

Art. 29. § 1. Lorsque l'acquisition de biens immobiliers est nécessaire à la réalisation du projet et est manifestement liée à ses objectifs, l'achat de tels biens, c'est-à-dire d'immeubles construits ou la construction de biens immobiliers, est éligible au cofinancement aux conditions indiquées ci-dessous :

Art. 25. § 1. De werkelijke kosten voor personeel van het project, met inbegrip van de eigenlijke salarissen, sociale zekerheidsbijdragen en andere statutaire of wettelijke en reglementaire kosten, zijn subsidiabel mits deze kosten het gebruikelijke loonbeleid van de eindbegunstigde weerspiegelen.

§ 2. Personelskosten kunnen eveneens subsidiabel zijn wanneer zij berekend worden aan de hand van standaardschalen van eenheidskosten of een vooraf bepaald forfait per eenheid.

§ 3. De verantwoordelijke autoriteit bepaalt bij elke projectoproep welke van bovenstaande optie(s) toegepast mogen worden en met welke modaliteiten

§ 4. Personelskosten worden nader gedetailleerd in het budget waarbij de functies en het aantal personeelsleden, bij voorkeur bij naam, worden vermeld.

Art. 26. § 1. Reis- en verblijfkosten zijn subsidiabel als directe kosten voor het personeel dat ten laste wordt gelegd van het project, en voor andere personen die deelnemen aan de activiteiten van het project en die voor de uitvoering van het project noodzakelijk moeten reizen.

§ 2. Reis- en verblijfkosten in het kader van seminars en conferences door de eindbegunstigde of haar partner(s) georganiseerd, dienen te worden gecatalogeerd onder de rubriek 'conferences en seminars'.

§ 3. Reiskosten komen in aanmerking op grond van de werkelijk gemaakte kosten. De terugbetaling moet gebaseerd zijn op de goedkoopste vorm van vervoer (2de klasse voor openbaar vervoer en economy class voor vliegtuigreizen), tenzij een uitzondering wordt toegestaan door de verantwoordelijke autoriteit. Vliegtuigreizen zijn in de regel pas toegelaten voor reizen van meer dan 800 km heen en terug, behalve indien luchtvervoer gezien de plaats van bestemming gerechtvaardigd en gemotiveerd is. Wanneer er gebruik wordt gemaakt van een ander vervoersmiddel (zoals wagen of fiets), dient de kost te worden bewezen op basis van de vigerende regelgeving (nationaal of binnenvan de organisatie) of kan deze vergoed worden op basis van de kosten voor openbaar vervoer.

§ 4. 1. Verblijfkosten komen in aanmerking op grond van reële kosten. Indien de vigerende regelgeving binnen de organisatie die het project uitvoert, het gebruik van dag en/of nachtvergoedingen voorziet mag die toegepast worden.

2. De kosten dienen te worden bewezen op basis van de vigerende regelgeving binnen de organisatie die het project uitvoert, maar wanneer er wordt geopteerd voor een dagvergoeding dan dient de persoon die de vergoeding ontvangt minstens te staven dat hij/zij ter plaatse was. In het geval van een nachtvergoeding dient hij/zij minstens te staven dat hij/zij die nacht ter plaatse verbleef.

3. De verantwoordelijke autoriteit kan evenwel bij een projectoproep een bepaling vastleggen omtrent de manier van verantwoording van de verblijfkosten. Bepalingen in een projectoproep genieten steeds voorrang.

4. Als maximale vergoeding gelden de tarieven vastgesteld in het Ministerieel besluit houdende vaststelling van verblijfsvergoedingen toegekend aan afgevaardigden en ambtenaren afhangend van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking die zich in officiële opdracht naar het buitenland begeven of zetelen in internationale commissies, dat jaarlijks wordt gepubliceerd. Voor verblijfsvergoedingen van toepassing op verblijf in België is het maximale tarief geldig zoals vastgesteld volgens de Europese Commissie. Personen die deelnemen aan activiteiten van het project worden gelijkgesteld aan categorie 1 van dit Ministerieel Besluit. Een uitzondering hierop vormen de personen dewelke gehuisvest zijn in het land waar de activiteit plaatsvindt; zij worden gelijkgesteld aan categorie 2 van dit Ministerieel Besluit.

Art. 27. § 1. De kosten van verbruiksgoederen, benodigdheden en algemene diensten zijn subsidiabel op voorwaarde dat zij identificeerbaar en direct noodzakelijk zijn voor de tenuitvoerlegging van het project.

§ 2. Deze kosten dienen begroot te worden in het budget, de eindbeslissing over de subsidiabiliteit van deze kosten komt toe aan de verantwoordelijke autoriteit.

Art. 28. Zowel bij de aankoop als bij de bouw of de renovatie en de huur dient onroerend goed te beantwoorden aan de technische kenmerken die noodzakelijk zijn voor het project en aan de geldende normen en standaarden.

Art. 29. § 1. Wanneer de aankoop van onroerend goed noodzakelijk is voor de uitvoering van het project en er een duidelijk verband bestaat met de doelstellingen ervan, is de aankoop van onroerend goed, dat wil zeggen reeds opgetrokken gebouwen of de bouw van onroerend goed, subsidiabel, en wel onder de hieronder uiteengezette voorwaarden :

a) une attestation est obtenue auprès d'un expert immobilier indépendant ou d'un organisme officiel agréé, confirmant que le prix d'achat n'est pas supérieur à la valeur marchande. En outre, cette attestation soit certifie que le bien immobilier est conforme à la législation nationale, soit précise les aspects qui ne sont pas conformes et dont la rectification est prévue par le bénéficiaire final dans le cadre du projet;

b) les biens immobiliers n'ont pas été achetés grâce à une subvention de l'Union européenne avant le démarrage du projet;

c) les biens immobiliers seront utilisés exclusivement aux fins énoncées dans le projet; seule est éligible la part de l'achat du bien immobilier correspondant à une utilisation réelle/effective au bénéfice du projet;

d) seule la part d'amortissement correspondant à la durée et au taux réel d'utilisation pour le projet est éligible. L'amortissement est calculé linéairement conformément aux règles comptables nationales;

e) Le coût d'achat total ou partiel peut être autorisé aux conditions établies par l'autorité responsable si une demande dûment motivée lui est adressée au préalable par le bénéficiaire final.

§ 2. Sous réserve de la condition c) du § 1 le coût total de travaux de réhabilitation, de rénovation ou de modernisation de bâtiments est éligible jusqu'à concurrence de 100.000 EUR par bâtiment, à moins que l'autorité responsable n'ait déterminé un autre montant dans l'appel à projet. Au-delà de ce seuil, le § 1 d) s'applique.

Art. 30. La location de biens immobiliers est éligible pour des subsides européens si elle a un lien direct avec les objectifs du projet concerné, dans le respect des conditions énoncées ci-dessous :

a) les biens immobiliers n'ont pas été achetés grâce à une subvention de l'Union européenne;

ils ne sont utilisés que pour la réalisation du projet; dans le cas contraire, seuls les coûts correspondant à la partie utilisée du bien immobilier pour le projet sont éligibles.

Art. 31. § 1. Les coûts liés à l'acquisition d'équipements ne sont éligibles que s'ils sont clairement identifiables et essentiels à la réalisation du projet. Les équipements doivent avoir les propriétés techniques nécessaires au projet et être conformes aux normes et standards applicables.

§ 2. Le choix entre crédit-bail, location ou achat doit en principe toujours reposer sur la solution la moins chère. Toutefois, si le bénéficiaire final peut justifier la raison pour laquelle le choix de l'option la moins chère n'est pas opportun, une exception peut être autorisée par l'autorité responsable. Si le crédit-bail ou la location n'est pas possible en raison de la durée du projet, de la rapide dépréciation de la valeur de l'équipement ou d'autres motifs, les coûts liés à l'achat peuvent être éligibles. Il appartient à l'autorité responsable de prendre une décision sur ce point.

Art. 32. Les dépenses relatives à la location et au crédit-bail sont éligibles au cofinancement sous réserve des règles et pratiques en vigueur dans l'Etat où le contrat a été conclu, et de la durée de location ou de crédit-bail nécessaire au projet.

Art. 33. § 1. Les coûts pour les équipements achetés pendant la durée de vie du projet ne sont éligibles que sur la base d'amortissements, sauf exception visée au § 2.

§ 2. Par dérogation au § 1, le prix d'achat total ou partiel est éligible :

- s'il est d'une valeur inférieure à 20.000 EUR (par unité d'équipement acheté) et que l'équipement a été acheté au plus tard trois mois avant la fin du projet, ou

- si la justification fournie pour l'acceptation du prix d'achat total ou partiel a été préalablement approuvée par l'autorité responsable.

a) er moet een bewijs worden afgegeven door een onafhankelijke gekwalificeerde taxateur of een naar behoren gemachtigd officieel orgaan waaruit blijkt dat de prijs de marktwaarde niet overschrijdt. Bovendien verlaagt dit bewijs ofwel dat het onroerend goed in overeenstemming is met de nationale voorschriften, ofwel geeft het de punten aan die niet conform zijn en waarvan de rectificatie door de eindbegunstigde is gepland in het kader van het project;

b) het onroerend goed mag niet met een subsidie van de Europese Unie zijn aangekocht vóór aanvang van het project;

c) het onroerend goed mag alleen worden gebruikt voor het doel van het project; alleen het deel van de aankoop van het onroerend goed dat daadwerkelijk voor het project wordt gebruikt, is subsidiabel;

d) alleen het deel van de afschrijvingen dat overeenstemt met de duur van het gebruik en met de mate waarin zij daadwerkelijk voor het project worden gebruikt, is subsidiabel; de afschrijvingen worden lineair berekend volgens nationale boekhoudvoorschriften.

e) mits grondige motivatie kan de volledige of gedeeltelijke aankoopkosten worden aanvaard na goedkeuring en volgens de voorwaarden opgesteld door de Verantwoordelijke Autoriteit.

§ 2. Mits is voldaan aan de voorwaarde van punt c) in § 1 zijn de volledige kosten van de herinrichting, modernisering of renovatie van gebouwen subsidiabel tot een maximumbedrag van 100.000 EUR per gebouw, tenzij anders bepaald door de verantwoordelijke autoriteit in de projectoproep. Boven deze drempel is § 1 d) van toepassing.

Art. 30. De huur van onroerend goed komt voor Europese subsidie in aanmerking wanneer er een duidelijk verband bestaat tussen de huur en de doelstellingen van het betrokken project, en wel onder de hieronder uiteengezette voorwaarden :

a) het onroerend goed mag niet zijn aangekocht via een subsidie van de Europese Unie;

het onroerend goed mag alleen worden gebruikt voor de uitvoering van het project; zo niet, zijn alleen de kosten die betrekking hebben op het voor het project gebruikte deel van het onroerend goed subsidiabel.

Art. 31. § 1. De kosten die betrekking hebben op de aanschaf van uitrusting zijn alleen subsidiabel indien zij duidelijk identificeerbaar zijn en direct noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het project. De technische eigenschappen van het materieel moeten in overeenstemming zijn met de eisen van het project en met de geldende normen en standaarden.

§ 2. De keuze tussen leasing, huur of koop moet in principe altijd zijn gebaseerd op de goedkoopste optie. Mits de eindbegunstigde kan motiveren waarom de goedkoopste optie niet de meest geschikte was, dan kan hierop door de verantwoordelijke autoriteit een uitzondering worden toegestaan. Indien leasing of huur niet mogelijk is wegens de duur van het project, de snelle waardevermindering of andere redenen, kunnen aankoopkosten in aanmerking komen. De beslissing hierover komt toe aan de verantwoordelijke autoriteit.

Art. 32. Uitgaven in verband met huur- en leasingverrichtingen zijn subsidiabel afhankelijk van de in het land waar het contract werd afgesloten vastgestelde voorschriften, praktijken en de duur van de huur of de leasing voor het project.

Art. 33. § 1. Aankoopkosten van uitrusting aangekocht tijdens de levensduur van het project, zijn enkel subsidiabel op basis van afschrijvingen, tenzij ze voldoen aan de voorwaarden onder § 2.

§ 2. De volledige of gedeeltelijke aankoopkosten kunnen subsidiabel zijn :

- indien zij minder dan 20.000 EUR (per aangekocht item) bedragen en de aankoop ten laatste 3 maanden voor het einde van het project heeft plaatsgevonden, of

- indien een motivatie voor het aanvaarden van de volledige of gedeeltelijke aankoopkost voorafgaandelijk door de verantwoordelijke autoriteit wordt goedgekeurd.

§ 3. Si les équipements sont achetés pendant la durée du projet, il doit être précisé dans le budget si le total des coûts est compris ou si seule la part d'amortissement des équipements correspondant à la durée de leur utilisation pour le projet et au taux réel d'utilisation pour les besoins du projet est comprise. Le calcul de l'amortissement doit se faire conformément aux règles nationales en vigueur.

§ 4. Les équipements achetés avant le démarrage du projet mais utilisés pour celui-ci sont éligibles sur la base d'un amortissement pour la durée de leur utilisation pour le projet et au taux réel d'utilisation pour celui-ci. Ces coûts sont toutefois inéligibles si, au départ, les équipements ont été achetés grâce à une subvention de l'Union européenne.

Art. 34. § 1. Le sous-traitant est un tiers contractant qui exécute pour le compte du bénéficiaire final une partie spécifique du projet pour un prix déterminé.

§ 2. Les dépenses relatives aux contrats de sous-traitance sont éligibles au cofinancement par le Fonds, à l'exception :

a) des contrats de sous-traitance qui ajoutent au coût du projet sans apporter une valeur ajoutée significative;

b) des contrats de sous-traitance conclus avec des intermédiaires ou des consultants, en vertu desquels le paiement est défini en pourcentage du coût total du projet, à moins qu'un tel paiement ne soit justifié par le bénéficiaire final par référence à la valeur ajoutée réelle des travaux ou des services fournis pour le projet.

§ 3. Les sous-traitants s'engagent à fournir à tous les organismes d'audit et de contrôle concernés toutes les informations nécessaires concernant les activités sous-traitées.

§ 4. Le bénéficiaire final demeure responsable de l'exécution de l'ensemble du projet et reste l'unique point de contact pour l'autorité responsable.

Art. 35. Les dépenses réalisées par le bénéficiaire final ou des partenaires y compris les dépenses pour les participants dans le cadre de l'organisation de conférences et séminaires sont des coûts éligibles. Les règles décrites à l'art. 26 « frais de voyage et de séjour » sont également applicables à cette catégorie.

Art. 36. § 1. Les frais liés au groupe cible pourront être éligibles de deux manières :

a) Option coûts réels : dans le règlement AMIF (Règlement (UE) n° 516/2014), les achats réalisés par le bénéficiaire final en vue de venir en aide aux groupes cibles ainsi que les remboursements par le bénéficiaire final des dépenses effectuées par les groupes cibles sont éligibles aux conditions suivantes :

- le bénéficiaire final conserve les informations et justificatifs nécessaires attestant que les personnes qui reçoivent cette aide relèvent du groupe cible visé par le Règlement (UE) n° 516/2014;

- le bénéficiaire final conserve les justificatifs de l'aide apportée (tels que les factures et reçus) afin d'attester que les personnes ont bien reçu cette aide.

b) Option coûts standard : sont éligibles les dépenses effectuées pour le groupe cible sur la base de coûts standard fixés préalablement, comme le prévoit l'art. 18.1.b du Règlement UE n° 514/2014.

§ 2. Il appartient à l'autorité responsable de déterminer lors de l'appel à projets la(s) méthode(s) à appliquer et selon quelles modalités.

§ 3. Les coûts (petites primes incitatives en espèces accordées par personne au titre d'aide complémentaire) réalisés pour assurer la participation du groupe cible à certaines activités (telles que, par exemple, des formations ou la participation de mineurs non accompagnés à une étude), sont éligibles à condition que la justification fournie au préalable ait été acceptée par l'autorité responsable. Le montant maximum autorisé est limité à un total de 25.000 euros par projet. Le bénéficiaire final conserve une liste des personnes (qui apposent leur signature pour paiement), ainsi que des heures et dates de paiement, et assure un suivi adéquat afin d'éviter tout double financement ou détournement de fonds.

Art. 37. § 1. Les coûts nécessaires au respect des obligations liées au cofinancement de l'UE, telles que la publicité, la transparence, l'évaluation du projet, les audits externes, les garanties bancaires, les traductions, etc., sont des coûts directs éligibles.

§ 3. Wanneer materieel wordt aangekocht tijdens de levensduur van het project, moet in het budget worden gespecificeerd of de volledige kosten zijn opgenomen, of alleen dat deel van de afschrijvingen van het materieel dat overeenstemt met de duur van het gebruik voor het project en met de mate waarin het daadwerkelijk voor het project wordt gebruikt. De afschrijvingen worden berekend overeenkomstig de geldende nationale voorschriften.

§ 4. Materieel dat vóór de aanvang van het project werd aangekocht, maar dat wordt gebruikt voor het project, is subsidiabel op grond van afschrijvingen voor de duur van het gebruik voor het project en in de mate waarin het daadwerkelijk voor het project wordt gebruikt. Deze kosten zijn echter niet subsidiabel wanneer de aankoopkost van het materieel oorspronkelijk werd gefinancierd via een subsidie van de Europese Unie.

Art. 34. § 1. Een onderaannemer is een contractorende derde partij die in opdracht van de eindbegunstigde een welbepaald onderdeel van het project uitvoert tegen een vastgestelde prijs.

§ 2. Uitgaven betreffende onderaannemingscontracten zijn subsidiabel, behalve :

a) onderaannemingscontracten waardoor de kosten van het project worden verhoogd zonder dat er een significante meerwaarde aan wordt toegevoegd;

b) onderaannemingscontracten met tussenpersonen of consultants waarin het te betalen bedrag is uitgedrukt als een percentage van de totale kostprijs van het project, tenzij de gegrondheid van een dergelijke betalingswijze door de eindbegunstigde wordt bewezen aan de hand van de daadwerkelijke meerwaarde van het verrichte werk of de verleende diensten voor het project.

§ 3. De onderaannemers moeten de betrokken audit- en controleorganen alle vereiste informatie betreffende de in onderaanneming uitgevoerde activiteiten verschaffen.

§ 4. De eindbegunstigde blijft verantwoordelijk voor de uitvoer van het gehele project en blijft het enige contactpunt voor de verantwoordelijke autoriteit.

Art. 35. Uitgaven gedaan door de eindbegunstigde of partners (inclusief uitgaven voor deelnemers) voor de organisatie van conferenties en seminars komen in aanmerking als subsidiabele kosten. De regels beschreven onder art.26 "reis-en verblijfkosten" zijn eveneens van toepassing op deze categorie.

Art. 36. § 1. Kosten gelinkt aan de doelgroep kunnen subsidiabel zijn op volgende 2 manieren :

a) Optie reële kosten : onder AMIF (Verordening (EU) nr. 516/2014) zijn door de eindbegunstigde voor de doelgroepen gedane aankopen en door de eindbegunstigde verrichte terugbetalingen van door de doelgroepen gemaakte kosten in het kader van bijstand subsidiabel onder de volgende voorwaarden :

- de eindbegunstigde bewaart de nodige informatie en bewijsstukken tot bewijs van het feit dat de personen die die bijstand krijgen, overeenstemmen met de bedoelde doelgroep van de Verordening (EU) nr. 516/2014;

- de eindbegunstigde bewaart de bewijsstukken van de geleverde bijstand (zoals facturen en ontvangstbewijzen) tot bewijs van het feit dat de personen deze bijstand hebben gekregen.

b) Optie standaardkosten : subsidiabel zijn de voor de doelgroep gedane kosten op basis van vooraf vastgestelde standaardkosten zoals voorzien in art 18.1.b van verordening EU nr. 514/2014.

§ 2. Het is aan de verantwoordelijke autoriteit om in de projectoproep te bepalen welke methode(s) word(en)t toegepast en met welke modaliteiten.

§ 3. Kosten (i.e. kleine geldelijke stimulansen die worden verstrekt als extra bijstand) gemaakt om de deelname te verzekeren van de doelgroep aan bepaalde activiteiten (bv. een opleidingscursus, niet-begeleide minderjarigen die uitgenodigd worden om deel te nemen aan een onderzoek), zijn subsidiabel, mits voorafgaandelijke motivatie en goedkeuring door de verantwoordelijke autoriteit. Het maximum totaalbedrag is beperkt tot 25.000 euro per project. De eindbegunstigde houdt een lijst bij van de personen (die handtekenen voor betaling), de tijd en plaats van betaling en zorgt voor een degelijke follow-up om elke dubbele financiering of elk misbruik van middelen te vermijden.

Art. 37. § 1. Kosten die nodig zijn om aan de vereisten in verband met EU-medefinanciering te voldoen, zoals publiciteit, transparantie, evaluatie van het project, externe audit, bankgaranties, vertaalkosten enz., zijn subsidiabel als directe kosten.

§ 2 Les honoraires de conseil juridique, les frais de notaire et le coût des experts techniques ou financiers sont éligibles pour autant qu'ils soient clairement identifiables et directement imputables au projet.

CHAPITRE 9. — Coûts indirects éligibles

Art. 38. Les coûts indirects éligibles du projet sont les coûts qui, dans le respect des conditions d'éligibilité énoncées au chapitre 8, ne peuvent pas être qualifiés de coûts spécifiques directement liés à la réalisation du projet.

Art. 39. § 1. Par dérogation aux chapitre 8 et aux articles 13 et 15, les coûts indirects exposés dans le cadre de la réalisation du projet peuvent être éligibles à concurrence d'un montant forfaitaire calculé sur base d'un pourcentage du montant total des coûts directs éligibles.

§ 2. Les règles concernant les coûts indirects maximum autorisés seront établies par l'autorité responsable pour chaque appel à propositions. Ces coûts pourront s'élèver à un taux forfaitaire maximal de 7 % des coûts directs éligibles ou 15 % des frais de personnel directs éligibles.

CHAPITRE 10. — Dépenses inéligibles

Art. 40. Les coûts suivants ne sont pas éligibles :

a) la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.), sauf lorsqu'elle n'est pas récupérable au titre du droit national relatif à la T.V.A.;

b) les intérêts débiteurs;

c) l'achat de terrains non bâtis;

d) l'achat de terrains bâtis, même lorsque le terrain est nécessaire à la mise en œuvre du projet, si le montant est supérieur à 10 % des dépenses totales éligibles du projet concerné;

e) la rémunération du capital, les charges de la dette et du service de la dette, les intérêts débiteurs, les commissions et pertes de change, les provisions pour pertes ou pour dettes éventuelles, les intérêts échus, les créances douteuses, les amendes, les pénalités financières, les frais de procédure, et les dépenses somptuaires ou inconsidérées;

f) les frais de représentation encourus au seul profit du personnel affecté au projet; les frais liés à des manifestations mondaines justifiées par le projet sont autorisés dans des limites raisonnables;

g) les coûts déclarés par le bénéficiaire final et pris en charge dans le cadre d'un autre projet ou programme de travail bénéficiant d'une subvention de l'Union européenne;

h) les contributions en nature.

§ 2. Kosten voor juridisch advies, notariskosten, kosten voor technische of financiële expertise zijn subsidiabel voor zover ze duidelijk identificeerbaar en direct toewijgbaar zijn aan het project

HOOFDSTUK 9. — Subsidiabele indirecte kosten

Art. 38. De subsidiabele indirecte kosten van het project zijn de kosten die, met inachtneming van de subsidiabiliteitsvooraarden als beschreven in hoofdstuk 8, niet kunnen worden aangewezen als specifieke kosten van het project die rechtstreeks verband houden met de uitvoering ervan.

Art. 39. § 1. Bij wijze van uitzondering op hoofdstuk 8, en de artikels 13 en 15, kunnen de indirecte kosten voor de uitvoering van het project voor subsidiëring in aanmerking komen op basis van een forfaitair bedrag, uitgedrukt als een percentage van het totaalbedrag van de subsidiabele directe kosten.

§ 2. De regelgeving omtrent de toegelaten maximale indirecte kosten wordt per projectoproep door de verantwoordelijke autoriteit vastgelegd, waarbij de absolute maxima 7 % van de subsidiabele directe kosten of 15 % van de subsidiabele directe loonkosten bedragen.

HOOFDSTUK 10. — Niet-subsidiabele uitgaven

Art. 40. De volgende uitgaven zijn niet subsidiabel :

a) belasting over de toegevoegde waarde (btw), tenzij deze door de eindbegunstigde niet terugvorderbaar is krachtens het nationale recht inzake btw;

b) debetrente;

c) de aankoop van onbebouwde grond;

d) de aankoop van bebouwde grond, zelfs wanneer de grond noodzakelijk is voor de uitvoering van het project, wanneer dat bedrag meer dan 10 % van de totale subsidiabele uitgaven van het betrokken project uitmaakt;

e) kapitaalopbrengsten, schulden en kosten van schulden, rente op schulden, commissies voor het wisselen van geld en wisselkoersverliezen, voorzieningen voor eventuele toekomstige verliezen of schulden, verschuldigde rente, dubieuze vorderingen, boetes, financiële sancties, gerechtskosten en buitensporige of roekeloze uitgaven;

f) uitsluitend voor de personeelsleden van het project bestemde kosten voor ontspanning; kosten bij sociale evenementen in verband met het project zijn toegestaan binnen redelijke grenzen;

g) kosten die reeds door de eindbegunstigde zijn gedeclareerd en in aanmerking genomen in het kader van een ander project of een ander werkprogramma, gesubsidieerd door de Europese Unie;

h) bijdragen in natura.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[2015/203876]

Cour du travail de Mons. — Ordonnance

Par ordonnance du 23 juin 2015, M. Alain Vandenhaute, conseiller social au titre de travailleur indépendant, près la cour du travail de Mons, a été désigné par le premier président de cette cour pour exercer les fonctions de magistrat suppléant, jusqu'il ait atteint l'âge de 70 ans.

FEDERALE OVERHEIDS DIENST SOCIALE ZEKERHEID

[2015/203876]

Arbeidshof te Bergen. — Beschikking

Bij beschikking van 23 juni 2015 werd de heer Alain Vandenhaute, raadsheer in sociale zaken, als zelfstandige, bij het arbeidshof te Bergen, door de eerste voorzitter van dit hof aangewezen om het ambt van plaatsvervangend magistraat uit te oefenen tot hij de leeftijd van 70 jaar heeft bereikt.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2015/09424]

Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms Publication

Par arrêté royal du 10 août 2015, la nommée Mme Stanuc, Dorina, née à Ivesti (Roumanie) le 3 septembre 1964, demeurant à Saint-Gilles, est autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Cristea », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

FEDERALE OVERHEIDS DIENST JUSTITIE

[C – 2015/09424]

Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen Bekendmaking

Bij koninklijk besluit van 10 augustus 2015, is machting verleend aan Mevr. Stanuc, Dorina, geboren te Ivesti (Roemenië) op 3 september 1964, wonende te Sint-Gillis, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Cristea » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.